



La police grecque torture des manifestants anti-fascistes

Par [Christoph Dreier](#)

Mondialisation.ca, 14 octobre 2012

wsws.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Les participants à une manifestation contre le parti fasciste *Chrysi Avgi* (Aube Dorée) ayant eu lieu le 30 septembre ont été battus et torturés après leur arrestation par la police grecque.

Selon les victimes, la police a utilisé des techniques semblables à celles pratiquées dans les prisons comme Abou Ghrib. Les prisonniers furent battus, filmés nus et eurent la peau brûlée. Cela fit l'objet d'un reportage paru le 9 octobre dans le quotidien britannique *Guardian*, qui publia aussi des [photographies](#) des blessures subies par les personnes arrêtées.

Le dimanche 30 septembre, une quinzaine de jeunes gens s'étaient rassemblés dans le district d'Aghios Panteleimon à Athènes, pour protester contre l'attaque d'un centre communautaire Tanzanien et ils furent rejoints par environ 150 personnes à moto. Plusieurs membres d'Aube dorée sont alors apparus sur les lieux.

Peu de temps après, des échauffourées ont éclaté, des policiers en grand nombre venus des rues avoisinantes se sont précipités sur la manifestation et ont arrêté un certain nombre de manifestants. Selon les avocats de ces manifestants ces derniers furent arrêtés pour avoir « troublé l'ordre public le visage caché » - c'est-à-dire qu'ils portaient des casques de motards.

Beaucoup des personnes concernées dirent qu'elles furent malmenées par les policiers au commissariat. Ceux-ci les insultèrent, les frappèrent et leur crachèrent dessus, tout en se servant d'eux comme cendrier. Ont les tint éveillé pendant toute la nuit et pendant 19 heures on ne leur donna ni à manger ni à boire et on ne leur permit pas de contacter leurs représentants légaux. Certain décrivent comment on leur brûla la peau à l'aide de briquets.

Les policiers les filmèrent et menacèrent de publier leurs photos sur Internet et de donner leur adresse aux fascistes d'Aube dorée.

Deux femmes parmi les personnes arrêtées se sont plaintes d'avoir subi des insultes et des violences sexuelles, un des hommes rapporta que la police lui avait violemment écarté les jambes et lui avait donné des coups de pied dans les testicules. Un autre dit que malgré une blessure ouverte à la tête on lui avait refusé tous soins médicaux pendant des heures et qu'on avait continué de le battre.

Le lendemain eut lieu une manifestation de solidarité pour les détenus où on procéda à de

nombreuses arrestations. Un groupe de 25 manifestants dit au *Guardian* qu'ils avaient été battus au commissariat et forcés de se déshabiller, de se pencher en avant et d'écartier les fesses. Ils dirent que de nombreux autres policiers et détenus étaient présents à ce moment-là.

Une des victimes dit: « Il faisait ce qu'il voulait – nous donnait des claques, nous frappait, nous disait de ne pas le regarder, de ne pas s'asseoir les jambes croisées. D'autres policiers présents ne firent rien. »

Un des avocats des victimes, Charis Ladis, dit que la violence exercée dans les commissariats de police avaient plutôt été l'exception dans le passé. « Ce cas montre que la page est tournée. Jusqu'à présent il y a avait la présomption que quand quelqu'un était arrêté, en tant que détenu, il n'était pas en danger. Mais ces jeunes gens ont tous dit qu'ils étaient passés par une nuit interminable et sinistre ».

Ces informations ne sont certainement pas une exception, elles expriment au contraire la réalité d'une collaboration de plus en plus étroite entre la police et Aube dorée, qui a obtenu 6,9 pour cent des voix lors des dernières élections, entrant pour la première fois au parlement.

Non seulement un grand nombre de policiers ont voté pour ce parti, mais la police a encore couvert les attaques brutales contre les immigrés et les opposants politiques. Nombreux ont été les articles parlant du fait que la police dit à ceux qui portent plainte pour des activités criminelles supposées d'immigrés de s'adresser directement aux représentants d'Aube dorée dont c'est soi-disant la responsabilité de s'occuper des « problèmes avec les immigrés ».

Pendant des mois, le gouvernement grec a non seulement renforcé le parti fasciste de cette manière mais il a aussi lui-même encouragé la xénophobie. Ainsi, au mois d'août, les autorités ont mobilisé 4.500 policiers pour une razzia anti-immigrée massive.

La chasse aux sorcières et la persécution des immigrés continuent jusqu'à ce jour. L'objectif en est de faire la chasse aux soi-disant immigrés illégaux et de les déporter. Le ministre responsable de la sécurité intérieure, Nikos Dendias, est délibérément en train d'encourager la xénophobie afin de détourner l'attention des attaques sociales effectuées par le gouvernement. Il a déclaré que les "problèmes d'immigration" de la Grèce étaient plus importants que les problèmes financiers.

L'utilisation de la torture dans les prisons grecques n'est pas un accident. La police utilise la force afin de terroriser la population et de casser toute expression d'opposition populaire à la politique réactionnaire d'austérité de l'UE (Union européenne).

Le fait que le gouvernement soit passé de l'encouragement et de la couverture des activités des fascistes à la torture d'opposants politiques est un clair avertissement à toute la classe ouvrière européenne. La dernière fois que de telles scènes ont été vues en Europe fut la période qui a suivi le coup d'Etat des colonels en Grèce ou le temps des dictatures fascistes en Espagne et au Portugal.

Ces scènes montrent à quel point le conflit social s'est développé. Le gouvernement est prêt à mobiliser non seulement la police mais aussi les couches les plus arriérées et les plus dépravées de la société pour casser la résistance de la classe ouvrière aux Diktats

austéritaires de l'UE. Si les premiers coups sont destinés aux immigrés et aux manifestants anti-fascistes, on visera bientôt tous les travailleurs grecs qui osent s'opposer à la barbarie sociale.

Le gouvernement jouit de l'entier soutien de l'UE qui a non seulement encouragé et salué les actions contre les immigrés, mais qui tolère aussi la violence policière croissante et la coopération avec les fascistes. Pas un seul représentant de l'UE ou d'un gouvernement européen n'a jusqu'ici fait une déclaration au sujet de la torture de manifestants. Les actes de la police grecque sont acceptés en silence.

Les images montrant les manifestants malmenés révèlent le vrai visage de l'Union européenne qui est le principal instrument de l'élite financière pour détruire les acquis sociaux de la classe ouvrière à travers le continent. Ces attaques sociales, qui sont les plus avancées en Grèce, sont incompatibles avec les droits démocratiques. Les événements d'Athènes montrent que l'élite européenne, plutôt que de faire une quelconque concession, est tout-à-fait prête à encourager les bandes fascistes à s'en prendre aux travailleurs.

Article original, [WSWS](#), publié le 11 octobre 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Christoph Dreier](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : [Christoph Dreier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca